

Interview de Georges Berthoin: les réunions du Conseil d'association (Paris, 22 juillet 2005)

Source: Interview de Georges Berthoin / GEORGES BERTHOIN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 22.07.2005. CVCE, Sanem (Luxembourg). - VIDEO (00:04:23, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_georges_berthoin_les_reunions_du_conseil_d_association_paris_22_juillet_2005-fr-331a6536-cbc6-40eb-930b-594e3687cb6b.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Georges Berthoin: les réunions du Conseil d'association (Paris, 22 juillet 2005)

[Étienne Deschamps] Quand vous vous trouvez à Londres, vous participez évidemment aux réunions du Conseil d'association, qui se tiennent, vous l'avez dit, tantôt à Luxembourg, tantôt à Londres. Comment les choses se déroulaient-elles? Quelle était l'ambiance au sein des premières réunions de ce Conseil d'association?

[Georges Berthoin] Comme je vous l'ai dit, elle était confiante, elle était facile, elle était très technique. Donc, on ne faisait pas de politique européenne. Il y avait de part et d'autre, on savait de quoi il s'agissait... C'est assez amusant d'ailleurs, on avait la manière de négocier des Britanniques. Nous avons constaté que, parmi nos collègues, ceux qui savaient le mieux discuter avec les Britanniques, et que les Britanniques redoutaient, étaient les Néerlandais. Les Néerlandais savent négocier et [sic] aucun complexe. Donc, quand il y avait un problème difficile, c'était le collègue néerlandais qui parlait. Et alors, on a constaté une chose: – je raconte, parce que ça a été déjà raconté, donc je ne trahis aucun secret, même un demi-siècle après – il y avait le dîner avant le Conseil, informel, de très bons vins, du Porto après, etc., et on discutait d'une manière très détachée. Puis dans la conversation, il y avait ce qu'on appelle le *small talk* et puis, très rapidement, on parlait un petit peu de l'ordre du jour du lendemain. Et, dans cette atmosphère assez conviviale, on dit: «Bon, on est plus ou moins d'accord là-dessus, on sera d'accord, etc., etc.» et puis il restait un petit quelque chose... Le lendemain, la séance formelle commençait. Donc, on prenait l'ordre du jour et on prenait le point sur lequel on avait discuté comme ça, au moment des liqueurs et les Britanniques disaient: «Ça, vous êtes d'accord, on va maintenant faire un compromis sur ce qui reste». Et on a compris que, si vous voulez, le compromis se faisait sur les 25% qui restaient, alors que nous on voulait faire un compromis sur les 100% d'avant. Alors, on a compris très vite le système, on leur a fait comprendre qu'on le comprenait, donc il y a eu des grands sourires et ça a rétabli la confiance. Enfin, ils avaient essayé, si vous voulez, un petit peu..., mais c'est toujours notre ami néerlandais et, en particulier, Wellenstein, que vous avez dû interviewer, qui était merveilleux dans ce genre de négociations et puis, il avait la manière britannique quand il fallait et en même temps il avait la ténacité néerlandaise. Donc, là, beaucoup de problèmes. Alors, une chose intéressante: il y a eu un problème d'approvisionnement – maintenant ça me revient –, il y a eu le problème des livraisons de charbon – les détails techniques, vous savez, c'est loin –, à un moment donné, les Britanniques voulaient obtenir une concession de la part des charbonnages allemands et au sein du Conseil d'association, alors que le climat était comme je vous dis très positif, ont dit: «Si vous ne cédez pas sur ce point particulier, nous revendiquerons nos droits en tant que puissance occupante et nous n'achèterons plus de charbon à la Ruhr et nous le ferons venir d'Allemagne». Ça a été la menace, si vous voulez, de dire: «Après tout, nous sommes une puissance occupante». Et ils ont très vite compris que ce n'était pas le langage qu'il fallait tenir au sein du Conseil d'association et ce n'était pas comme ça qu'on établirait des relations de confiance entre la CECA et la Grande-Bretagne. Mais ils ont tenté la chose. Et puis, ils n'ont plus insisté. C'est intéressant d'ailleurs, parce que ça a montré le début d'une transformation dans la perception britannique de cette aventure européenne. Ça a été un tournant. Alors là, vous pouvez peut-être retrouver dans les documents, etc., mais il y a une séance du Conseil, je ne sais pas si ça a été acté formellement, mais je me souviens parce que j'assistais à cette séance, ça nous a beaucoup intéressé de voir la tentative et de voir comment tout de suite ils ont redressé la barre.